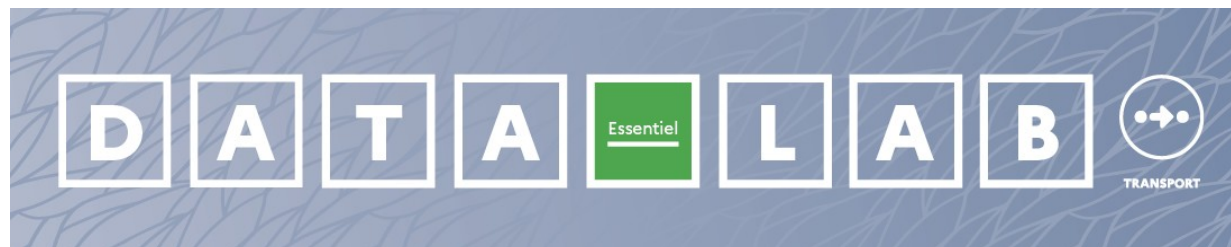




MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité



L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

OCTOBRE 2020

Au deuxième trimestre 2020, le volume de la production marchande de transport recule fortement (- 28,6 %, après - 7,6 % au premier trimestre). L'activité du secteur diminue pour le troisième trimestre consécutif et ce recul s'amplifie, en raison de la période de confinement du pays de la mi-mars à la mi-mai liée à l'épidémie de Covid-19. Le transport de voyageurs, dont l'activité chute de plus de moitié (- 56,6 %, après - 10,1 %), est le secteur des transports le plus affecté. La production baisse également fortement dans le transport de marchandises (- 14,3 %, après - 6,4 %) et les services auxiliaires (- 14,3 %, après - 6,3 %).

Entre fin mars et fin juin 2020, l'emploi salarié du secteur des transports et de l'entreposage est quasi stable, grâce au vif rebond de l'intérim utilisé par le secteur (+ 28,7 %, soit + 18 700 intérimaires). Hors intérim, le secteur perd 18 200 emplois (- 1,3 %, davantage qu'au trimestre précédent (- 0,7 %)). L'effectif total du secteur, qui avait atteint un pic de 1 530 000 salariés fin 2019, s'établit désormais à 1 480 000 salariés, son plus bas niveau depuis trois ans.

Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) dans les métiers du transport et de la logistique connaît une très forte hausse (+ 9,7 %), proche de celle ayant suivi la crise financière de 2008 (+ 10,1 % au premier trimestre 2009).

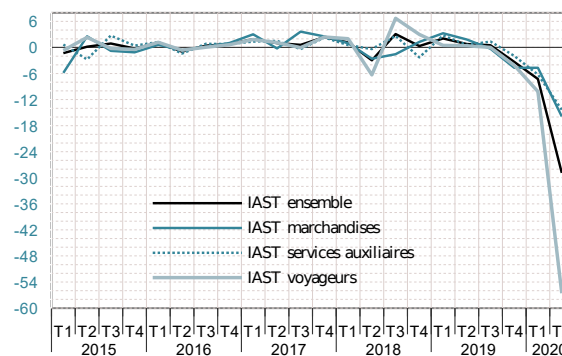
LA PRODUCTION MARCHANDE DE TRANSPORT ENREGISTRE UNE CHUTE HISTORIQUE

Au deuxième trimestre 2020, la production de services de transport par les entreprises résidentes, mesurée par l'indice d'activité des services de transport (IAST), chute de 28,6 % (après - 7,6 % au premier trimestre) et atteint son plus bas niveau des vingt dernières années, dans un contexte de

confinement lié à la crise sanitaire à partir de la mi-mars et jusqu'au 11 mai. L'activité du transport de voyageurs est la plus affectée par le confinement (- 56,6 % au deuxième trimestre, après - 10,1 % au premier trimestre). Bien que plus modérés, le recul de l'activité du transport de marchandises et celui des services auxiliaires sont également très importants (- 14,3 % ce trimestre pour l'un et l'autre des secteurs). Au premier trimestre, l'activité de ces deux secteurs avait également diminué (- 6,4 % et - 6,3 %).

Graphique 1 : indice d'activité de services de transport (indices CVS-CJO)

Évolution en % (T/T-1)



Source : SDES

Cette forte baisse d'activité s'inscrit dans un contexte général très dégradé de l'activité économique française, fortement impactée par le confinement de la population lié à l'épidémie de Covid-19. Au deuxième trimestre 2020, le produit intérieur brut (PIB) en volume plonge, à - 13,9 %, plus forte baisse enregistrée depuis 1949.

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

LE FRET TERRESTRE RECALE FORTEMENT AU DEUXIÈME TRIMESTRE

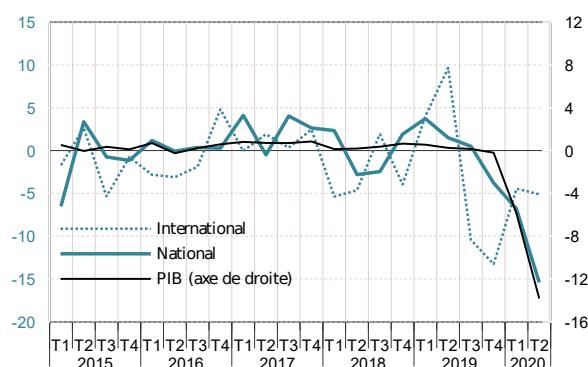
Le fret terrestre recule de 14,5 % au deuxième trimestre 2020, après une baisse de 6,6 % au premier trimestre en raison du début du confinement le 15 mars. Ces deux baisses suivent celle de 4,7 % au quatrième trimestre 2019 consécutive aux grèves dans le transport ferroviaire. Au deuxième trimestre 2020, le recul concerne de façon plus marquée le fret national (- 15,4 %) que le trafic international (- 5,1 %).

Graphique 2 : fret terrestre

(indices CVS-CJO)

Évolution en % (tonnes-kilomètres, T/T-1)

Points de PIB



Sources : SDES ; Insee

La diminution de l'activité de transport routier de marchandises (TRM) des véhicules immatriculés en France, en tonnes-kilomètres parcourues sur le territoire national, s'accroît au deuxième trimestre 2020 : - 16,6 %, après - 7,9 % au premier trimestre. Ce recul, important, reste néanmoins plus modéré que dans d'autres activités de transport. L'approvisionnement des commerces alimentaires et les transports de biens de première nécessité ont soutenu l'activité du TRM.

Avertissement : l'évolution de l'activité du transport routier de marchandises aux premier et deuxième trimestres 2020 est estimée à partir de données d'enquête. En raison de difficultés consécutives au confinement, ces données sont provisoires et susceptibles de faire l'objet de révisions lors des prochaines publications.

L'activité du fret ferroviaire diminue également au deuxième trimestre 2020 (- 5,0 %). Elle avait rebondi au premier trimestre (+ 4,1 %), en raison d'un retour à la normale après les grèves de décembre qui avaient pénalisé l'activité au

quatrième trimestre 2019. En niveau, au deuxième trimestre 2020, le trafic est retombé en dessous du volume transporté fin 2019. Le fret national diminue (- 9,3 %), alors que le fret international s'accroît (+ 3,1 %).

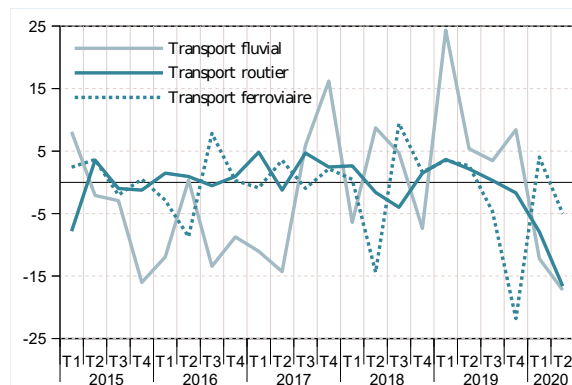
Le transport fluvial intérieur hors transit se replie au second trimestre 2020 en glissement annuel (- 17,2 %). Le trafic international, qui représente un tiers de l'ensemble, diminue davantage (- 30,0 % sur un an) que le trafic national (- 8,8 %).

Habituellement volatil, le transport des produits pétroliers par oléoducs diminue, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2020 (- 34,1 %, après - 4,1 % au premier trimestre 2020).

Graphique 3 : fret terrestre par mode

(indices CVS-CJO)

Évolution en % (tonnes-kilomètres, T/T-1 et trimestrielle T/T-4 pour le fluvial)



Sources : SDES, TRM ; SDES, OPF ; VNF

Au deuxième trimestre 2020, les prix du transport routier de fret diminuent sensiblement (- 2,3 %). Le prix de revient longue distance pour un ensemble articulé décroît nettement (- 4,0 %), quasi exclusivement en raison de la forte chute du prix de la composante « Gazole professionnel » (- 15,3 %). À l'inverse, les prix du transport ferroviaire sont en forte hausse (+ 8,8 %), du fait de charges fixes importantes, alors que les trafics diminuent.

LES VENTES DIMINUENT FORTEMENT SUR LE MARCHÉ DES POIDS LOURDS

Les ventes de poids lourds neufs chutent au deuxième trimestre 2020 (- 24,0 %) après la baisse déjà importante du premier trimestre, dans un contexte de réduction d'activité liée à la crise sanitaire. Avec seulement 8 200 ventes, le marché des poids lourds est à un niveau très bas, loin des 14 100 ventes trimestrielles moyennes observées en 2019. Comme au premier trimestre, les ventes de camions (- 15,6 %) résistent mieux que celles de tracteurs routiers (- 32,6 %). Les immatriculations de véhicules utilitaires légers suivent la même tendance à la baisse, mais celle du

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

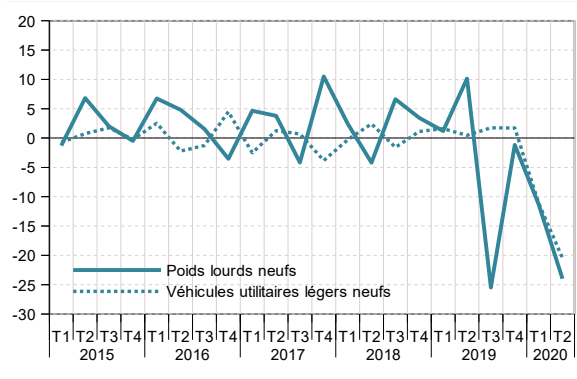
deuxième trimestre (- 13,7 %) est moins marquée que celle du premier trimestre (- 26,5 %), grâce à un rebond favorable en juin.

Les ventes de véhicules utilitaires d'occasion reculent également : - 20,4 % pour les utilitaires légers, - 15,3 % pour les poids lourds. Les volumes sont faibles pour les VUL (146 400) et les camions (5 600), mais restent comparables à ceux de 2014 pour les tracteurs routiers (3 600).

Graphique 4 : immatriculations de véhicules utilitaires neufs

(indices CVS-CJO)

Évolution en % (nombre de véhicules, T/T-1)



Source : SDES, RSVERO

L'ACTIVITÉ PORTUAIRE RECULE LÉGÈREMENT APRÈS QUATRE TRIMESTRES DE FORTE BAISSÉ

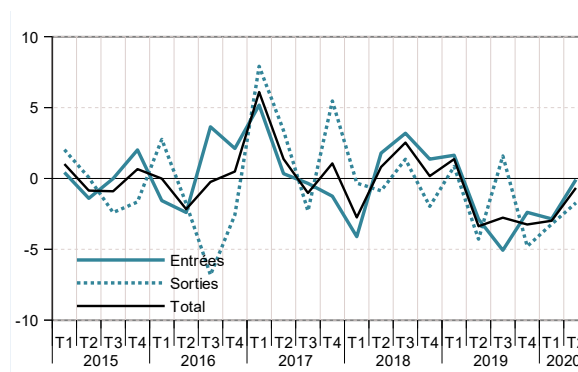
Au deuxième trimestre 2020, le trafic total de marchandises ayant transité dans les principaux ports français de métropole est de 71,7 millions de tonnes, après correction des variations saisonnières, soit 0,7 % de moins que le trimestre précédent, et atteint le niveau le plus bas des dix dernières années. Si la pandémie de Covid-19 pèse toujours sur l'activité, le repli est moins marqué qu'aux quatre trimestres précédents. En 2019, la baisse de l'activité du raffinage avait déjà entraîné un recul des entrées de produits pétroliers dans les ports français aux deuxième et troisième trimestres 2019. Les grèves contre le projet de réforme des retraites (opération « ports morts ») en décembre 2019 et janvier 2020, puis les mesures de confinement et de fermeture des frontières adoptées face à la pandémie de Covid-19 ont ensuite affecté le quatrième trimestre 2019 et le premier trimestre 2020.

Avec 46,5 millions de tonnes, le trafic de marchandises entrant dans les principaux ports français de métropole se stabilise avec une légère baisse, de 0,1 %, par rapport au trimestre dernier. Le trafic des marchandises sortant des principaux ports (25,1 millions de tonnes ce trimestre) diminue pour sa part de 1,7 %.

Graphique 5 : ports maritimes

(données CVS-CJO)

Évolution en % (tonnes, T/T-1)



Source : SDES

LE FRET AÉRIEN EST EN TRÈS FORTE BAISSÉ

Le fret aérien est également très affecté par l'arrêt de l'activité économique pendant le confinement. Il chute de 38,7 % au deuxième trimestre 2020, après - 7,0 % au premier trimestre. Les prix du transport aérien (+ 4,2 %) augmentent nettement, mais pour un volume transporté très bas.

LE TRANSPORT COLLECTIF DE VOYAGEURS A ÉTÉ DIVISÉ PAR PLUS DE TROIS AU SECOND TRIMESTRE

Le transport collectif terrestre de voyageurs (hors TCU de province) a fortement reculé au second trimestre 2020, sous l'effet du confinement et de la réduction volontaire du service durant cette période.

En Île-de-France, le transport collectif de voyageurs accuse une chute, pour le troisième trimestre consécutif. Celle-ci s'établit à - 70,1 % au deuxième trimestre 2020, après - 16,1 % au premier trimestre. Durant la période de confinement, le nombre de métros, tramways, bus et RER a été réduit au minimum, les franciliens étant incités à ne pas se déplacer. Le trafic du réseau souterrain (métro et RER) est particulièrement affecté (- 71,8 %), davantage que celui du réseau de surface (bus et tramway) (- 54,5 %).

Le trafic des trains sous convention avec Île-de-France mobilités (transiliens) se contracte également fortement au deuxième trimestre 2020 (- 73,1 %).

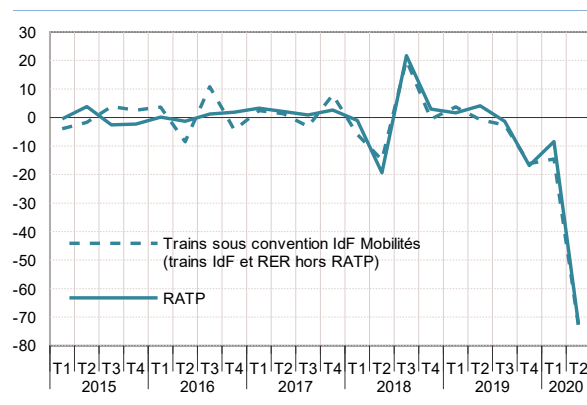
Dans les transports publics de province, le nombre total de voyages réalisés a également chuté, avec - 62,3 % par rapport au même trimestre en 2019. En juin toutefois, la reprise du trafic s'est amorcée et le nombre de voyages réalisés durant ce mois s'établit à - 38,8 % du niveau de juin de 2019.

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

Graphique 6 : transport en commun urbain (TCU) en Île-de-France

(indices CVS-CJO)

Évolution en % (voyageurs/kilomètres, T/T-1)



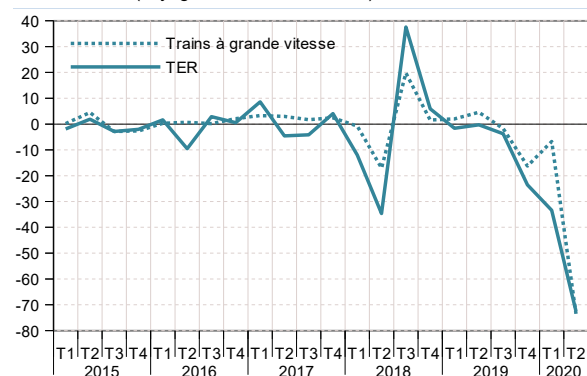
Sources : SDES, d'après RATP ; SNCF

Hors Île-de-France, le transport ferroviaire de voyageurs est également très impacté par le confinement (- 72,5 % au deuxième trimestre 2020, après - 8,4 % au premier trimestre). Tous les types de trains ont été touchés. L'activité des TGV se contracte de 73,5 %. Le recul est quasiment identique dans les trains interurbains (- 72,4 %). La baisse est légèrement moins forte pour les trains sous convention des conseils généraux de province (- 68,4 %).

Graphique 7 : transport ferré de voyageurs à grande vitesse et TER

(indices CVS-CJO)

Évolution en % (voyageurs/kilomètres, T/T-1)



Source : SDES, OPF

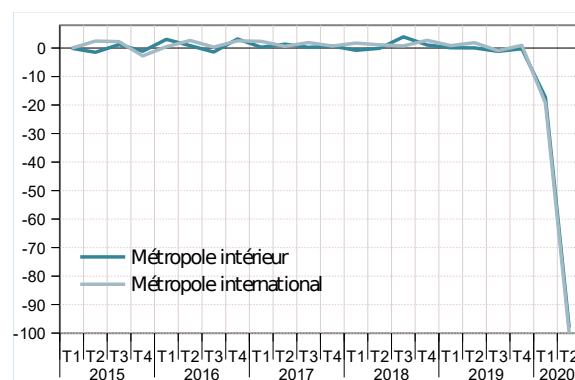
LE TRANSPORT AÉRIEN EST À L'ARRÊT AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Après une très forte diminution au premier trimestre 2020 due à l'instauration du confinement de la population mi-mars, le transport aérien de voyageurs est quasiment à l'arrêt au deuxième trimestre. Le trafic a été pratiquement nul en avril et en mai, avant de reprendre très faiblement en juin avec l'amorce du déconfinement. L'aéroport d'Orly, deuxième aéroport français en nombre de passagers accueillis, est resté fermé du 31 mars au 26 juin, alors que l'aéroport de Roissy n'a assuré qu'une très faible part de son trafic habituel.

Graphique 8 : transport aérien de voyageurs

(indices CVS-CJO)

Évolution en % (passagers, T/T-1)



Sources : SDES, d'après ADP ; DGAC

NOUVEAU RALENTISSEMENT DES VENTES DE VOITURES NEUVES ET D'OCCASION

Les immatriculations de voitures neuves diminuent de 23,0 % au deuxième trimestre 2020, après - 32,2 % au premier trimestre. La bonne reprise observée en juin n'a pas suffi à compenser le retard accumulé en avril et mai. La baisse des ventes de motorisations diesel (- 33,4 %) est deux fois plus marquée que celle de moteurs essence (- 17,3 %). Les immatriculations de voitures électriques et hybrides rechargeables représentent ensemble plus de 8 % des ventes (respectivement 5,3 % et 3,1 %), confirmant ainsi la croissance de la part de ce type de motorisations dans l'ensemble au premier trimestre.

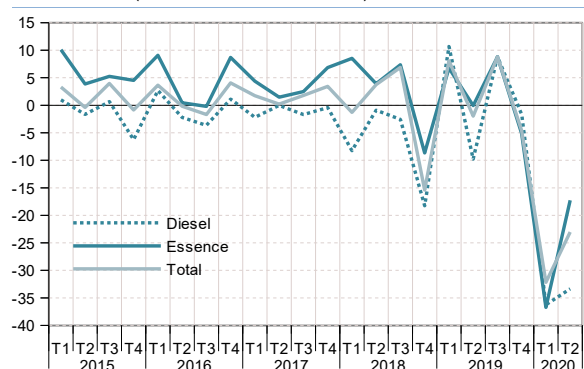
Les ventes de voitures d'occasion n'ont pas atteint le million d'unités ce trimestre, contre plus de 1,4 million en moyenne chaque trimestre en 2019. Elles diminuent ainsi de plus de 24 % par rapport au premier trimestre.

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

Graphique 9 : immatriculations de voitures particulières neuves

(indices CVS-CJO)

Évolution en % (nombre de véhicules, T/T-1)



Source : SDES, RSVERO

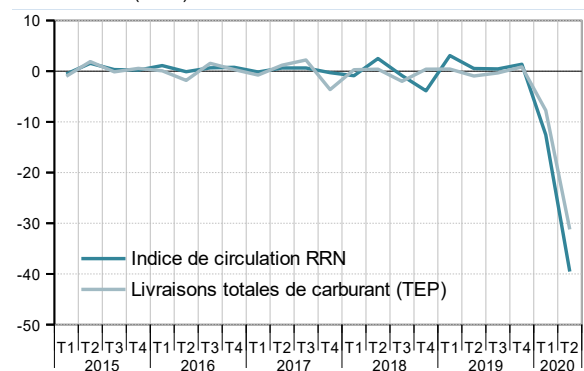
LES LIVRAISONS DE CARBURANT CHUTENT

Au deuxième trimestre 2020, dans un contexte de repli de l'activité, les livraisons de carburant chutent (- 31,1 %). La baisse des livraisons de gazole (- 29,1 %, après - 8,5 %) est moins importante que celle des livraisons d'essence (- 38,7 %, après - 5,0 %). La circulation routière a également fortement reculé (- 40 %), après une baisse de 13 % au premier trimestre.

Graphique 10 : livraison de carburant en tonnes équivalent pétrole

(indices CVS-CJO)

Évolution en % (T/T-1)



Sources : SDES, d'après Cerema ; Asfa ; CPDP

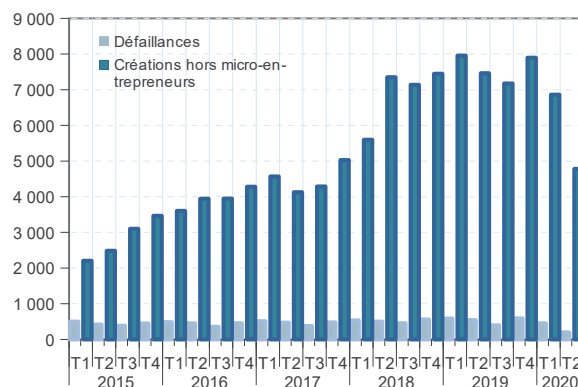
LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES BAISSENT DE PRÈS D'UN TIERS AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Les créations d'entreprises, hors immatriculations de micro-entrepreneurs, baissent fortement au deuxième trimestre 2020 (- 30,3 %), amplifiant le recul entamé au premier trimestre. Seulement 4 784 entreprises sont créées, soit le plus bas niveau de création enregistré depuis près de trois ans. Le principal secteur impacté est celui des « Transports de voyageurs par taxis » (49.32Z) qui intègre les VTC.

Au deuxième trimestre 2020, les défaillances d'entreprises chutent (- 52,3 %) et s'établissent à 194 unités, soit le plus bas niveau depuis 1994 inclus. Cette baisse ne doit cependant pas être interprétée comme une réduction du nombre d'entreprises en difficulté. Elle est en grande partie due à l'impact qu'a eu la période de confinement sur l'activité des tribunaux de commerce et aux évolutions réglementaires mises en place pour faire face à l'arrêt de l'activité (exonérations ou reports des paiements des cotisations sociales, aides versées aux entreprises dont l'activité est arrêtée, etc.).

Graphique 11 : démographie des entreprises de transport

Évolution (nombre d'entreprises, données CVS-CJO, T/T-1)



Sources : Insee ; Banque de France

L'ACTIVITÉ DES SERVICES AUXILIAIRES DIMINUE DE NOUVEAU

L'activité des services auxiliaires de transport, mesurée par l'indice d'activité des services de transport, suit la tendance des autres secteurs du transport, avec un repli de 14,3 % au deuxième trimestre 2020, après - 6,3 % au premier trimestre.

Les services auxiliaires aériens subissent la plus forte diminution de leur activité (- 79,7 %), en lien avec la fermeture des aéroports durant le confinement. La baisse est moins sévère dans les services auxiliaires des transports terrestres (- 21,6 %), alors que l'activité des services maritimes se replie de 8,9 %. L'entreposage et

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

stockage (- 5,2 %) et les services de manutention (- 6,0 %) sont un peu moins touchés.

Au deuxième trimestre 2020, les prix diminuent légèrement dans l'entreposage et le stockage (- 0,5 %) et dans les services de manutention (- 0,3 %).

LE REBOND DE L'INTÉRIM (+ 28,7 %) COMPENSE LE REcul DE L'EMPLOI SALARIÉ HORS INTÉRIM (- 1,3 %)

Une large part de l'ajustement de court terme à la crise sanitaire liée au Covid-19 s'est d'abord manifestée au premier trimestre 2020 par la chute de l'emploi intérimaire dans le secteur des transports et de l'entreposage (- 38,1 %). Entre fin mars et fin juin 2020, l'intérim mobilisé par le secteur rebondit vivement (+ 28,7 %, soit + 18 700 intérimaires), alors que, hors intérim, l'emploi salarié recule de nouveau (- 1,3 %, soit - 18 200 emplois), plus fortement qu'au trimestre précédent (- 0,7 %).

Après avoir atteint un pic au dernier trimestre 2019 (1 530 000 emplois), l'effectif total du secteur revient, au deuxième trimestre 2020, à son niveau du deuxième trimestre 2017 (1 480 000 emplois).

À un niveau plus détaillé, hors intérim, les destructions d'emploi concernent presque toutes les activités du secteur au deuxième trimestre 2020, à l'exception du transport routier de fret (+ 0,1 %, + 500 emplois).

Les activités aériennes, qui perdaient déjà des emplois avant la crise sanitaire, sont particulièrement touchées : le transport aérien (hors infrastructures) perd 1 800 emplois (- 2,9 %) et l'exploitation des infrastructures aériennes 2 000 emplois (- 7,3 %).

L'emploi dans les transports terrestres de voyageurs (hors ferroviaire) recule de 2,6 %. Cette nouvelle baisse est principalement due à celles des effectifs salariés des taxis et VTC (- 5,8 %, - 1 400 emplois) et du transport routier de voyageurs (- 4,5 %, - 4 600 emplois), alors que ce dernier secteur créait régulièrement des emplois en 2018 et 2019. Les effectifs s'amenuisent de façon continue depuis 2011 dans les activités de poste et de courrier et le rythme de la baisse s'accroît au deuxième trimestre 2020 (- 1,8 %, - 4 000 emplois). La tendance baissière de l'emploi s'amplifie aussi dans le transport ferroviaire (- 0,8 %, - 1 300 emplois).

Parmi les activités logistiques, la manutention et l'entreposage (- 0,4 %, - 500 emplois) résistent mieux que l'organisation du transport de fret (- 0,8 %, - 900 emplois).

La masse salariale des entreprises de l'ensemble du secteur diminue de 13,9 % au deuxième trimestre 2020. Cette forte baisse résulte principalement du recours accru au chômage partiel et aux arrêts maladies dont l'accès a été facilité par les pouvoirs publics afin de préserver l'emploi. En effet, le recours à ces dispositifs conduit à substituer aux salaires des indemnités non soumises à cotisations sociales et donc non comptabilisées dans l'assiette salariale. L'évolution de la masse salariale, qui donne une vision des salaires soumis à cotisations versés

par les entreprises, ne reflète toutefois pas l'évolution des rémunérations perçues par les salariés.

Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) dans les métiers du transport et de la logistique connaît au deuxième trimestre 2020 une hausse (+ 9,7 %) comparable à celle consécutive à la crise financière de 2008 (+ 10,1 % au premier trimestre 2009).

Les déclarations d'embauche de plus d'un mois, publiées par l'Acoss, accusent une baisse historique de 36,0 % dans le secteur des transports.

DES PERSPECTIVES GÉNÉRALES FORTEMENT AFFECTÉES PAR LA CRISE SANITAIRE

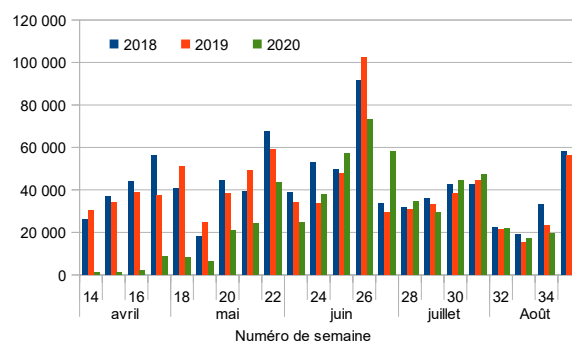
Le transport est un secteur très dépendant du reste de l'économie : le transport de marchandises dépend beaucoup de l'activité du commerce ou de l'industrie et le transport de voyageurs dépend de l'activité générale ou du tourisme. Le transport a donc été durement touché par les effets économiques du confinement aux premier et deuxième trimestres 2020.

L'activité économique est restée perturbée par la crise sanitaire au troisième trimestre, avec des reconfinements partiels dans des pays proches et une épidémie qui sévit toujours dans l'ensemble du monde.

Les restrictions au tourisme pénalisent ainsi durement l'activité du secteur aérien, qui est restée très faible comparée à la même période de l'an passé : en août 2020, le trafic international à destination ou au départ des aéroports nationaux ne représentait que 26,1 % du trafic d'août 2019.

Quasi inexistantes au mois d'avril, les immatriculations de véhicules sont reparties à la hausse depuis. Si la reprise de l'activité s'est confirmée au cours de l'été 2020, les immatriculations restent toutefois encore inférieures d'environ 10 % à leur niveau des années précédentes .

Graphique 12 : immatriculations de voitures par semaine



Source : SDES, RSVERO

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

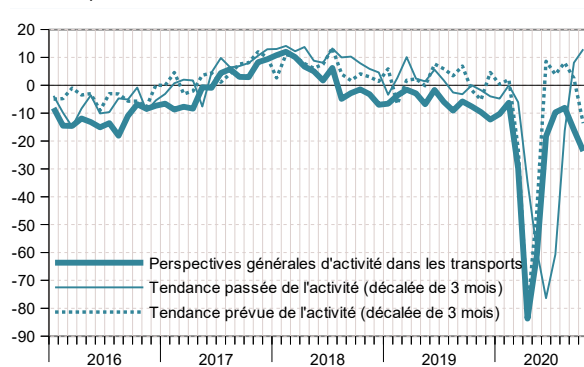
L'activité partielle qui concernait encore 20 % des salariés du secteur des transports et de l'entreposage fin juin 2020 diminue de moitié fin août ([Dares, Tableau de bord : Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire au 29 septembre 2020](#)). Cela représente 140 000 salariés en activité partielle, soit 11 millions d'heures chômées.

Dans le transport routier de marchandises, les perspectives d'activité ont atteint leur plus bas niveau en avril 2020, lorsque le pays était entièrement confiné. Le déconfinement progressif, entamé le 11 mai, leur a permis de se redresser, pour revenir à l'été à un niveau plus proche de la normale. En octobre 2020, les entrepreneurs du transport de marchandises étaient plus nombreux que la normale à considérer que leur activité des trois derniers mois avait été bonne. En revanche, si de juin à septembre, ils étaient plus optimistes que la normale s'agissant de leur activité propre sur le prochain trimestre, cette tendance s'est inversée en octobre, avec la montée de la deuxième vague épidémique.

Graphique 14 : conjoncture dans le transport routier de marchandises et la messagerie

(indices CVS-CJO)

Soldes d'opinion en %



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture dans les services

Au total, selon le dernier point de conjoncture d'octobre 2020 de l'Insee, le PIB français s'établirait à 5 % en dessous de son niveau d'avant-crise au troisième trimestre 2020, contre - 19 % au deuxième trimestre. Les situations sont toutefois très hétérogènes selon les secteurs. Dans les transports et l'entreposage, la perte d'activité par rapport à une situation « normale » est ainsi estimée à - 19 % pour le troisième trimestre et la situation ne s'améliorerait pas au quatrième trimestre, avec - 20 % attendu, en raison notamment des incertitudes liées à la reprise épidémique en cours. Cette évolution globale recouvre des situations vraisemblablement contrastées selon les activités du transport.

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

Séries statistiques des transports de marchandises

Données et évolutions CVS-CJO sauf mention contraire, signalée par un astérisque et/ou par la couleur bleu soutenu	Niveaux		Évolutions (en %)					
	2019	2020	Annuelle	Trimestrielles (T / T-1)			Trimestrielles (T / T-4)	
		T2		2019	2019			2020
				T2	T3	T4	T1	T2
Transport intérieur de marchandises (1)								
Total fret terrestre intérieur	213,8	41,3	3,1	2,3	- 0,7	- 4,7	- 6,6	- 14,5
National	193,1	37,2	3,6	1,5	0,5	- 3,8	- 6,8	- 15,4
International	20,7	4,1	- 1,1	9,6	- 10,4	- 13,2	- 4,5	- 5,1
Fret routier intérieur total	174,5	33,3	3,6	2,1	0,3	- 1,7	- 7,9	- 16,6
Routier national	168,2	-	3,9	1,8	0,6	- 1,6	-	-
Routier international	6,3	-	- 3,4	10,8	- 8,0	- 4,7	-	-
Routier compte d'autrui	134,0	-	5,0	- 0,9	3,6	- 4,4	-	-
Routier compte propre	40,6	-	- 0,7	12,6	- 10,0	8,0	-	-
Courte distance (moins de 150 km)	49,2	-	- 1,3	- 1,4	- 4,1	5,4	-	-
Longue distance (150 km et plus)	125,3	-	5,7	3,6	2,0	- 4,3	-	-
Fret ferroviaire intérieur total (yc opérateurs privés)	31,9	6,4	- 0,8	2,6	- 4,7	- 21,8	4,1	- 5,0
Ferroviaire national	20,3	4,0	- 0,1	- 0,6	- 0,5	- 23,0	7,3	- 9,3
Ferroviaire international	11,7	2,4	- 2,1	8,3	- 11,5	- 19,6	- 1,6	3,1
				Trimestrielles (T/T-4)				
Fluvial intérieur total *	7,4	1,6	9,8	5,4	3,5	8,4	- 12,2	- 17,2
Fluvial national	4,6	1,0	9,9	6,0	0,2	2,1	- 12,6	- 8,8
Fluvial international	2,7	0,5	9,6	4,4	9,6	22,9	- 11,6	- 30,0
Transport maritime total (2a) : activité portuaire	312,2	71,7	- 1,8	- 3,4	- 2,8	- 3,3	- 3,0	- 0,7
Entrées	202,1	46,5	- 0,7	- 2,9	- 5,1	- 2,4	- 2,9	- 0,1
Sorties	110,0	25,1	- 3,8	- 4,3	1,6	- 4,8	- 3,2	- 1,7
Fret aérien (2b)	2,5	0,3	- 2,0	- 2,5	0,0	- 6,4	- 7,0	- 38,7
				Trimestrielles (T/T-4)				
Transports de pétrole brut/produits raffinés par oléoducs * (3)	8 094,7	1 260,7	- 1,7	- 8,1	5,2	- 13,4	- 4,1	- 34,1

(1) Sources : SDES, TRM – Insee ; SDES, OPF ; VNF / unité : milliards de tonnes-kilomètres, transport intérieur.

(2a) Source : DGITM puis SDES depuis 2016 / unité : millions de tonnes.

(2b) Sources : ADP et DGAC / unité : millions de tonnes.

(3) Source : DGEC / unité : millions de tonnes-kilomètres (données brutes en glissement annuel).

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

Séries statistiques des transports de voyageurs

Données et évolutions CVS-CJO sauf mention contraire, signalée par un astérisque et/ou par la couleur bleu soutenu	Niveaux		Évolutions (en %)					
	2019	2020	2019	Trimestrielles (T / T-1)				
		T2		2019			2020	
				T2	T3	T4	T1	T2
Transports intérieur de voyageurs (4)								
Transport en commun IdF	31,0	1,7	- 0,3	1,3	- 0,9	- 19,1	- 14,7	- 70,1
RATP total	17,1	1,0	- 1,9	2,0	0,4	- 18,9	- 17,3	- 67,5
RATP métro et RER	13,3	0,6	- 2,4	2,1	0,2	- 21,5	- 18,2	- 71,8
RATP autobus (yc tramway)	3,7	0,3	0,0	1,7	1,0	- 9,4	- 14,7	- 54,5
Trains sous convention Stif (trains IdF et RER hors RATP)	14,0	0,7	1,7	0,3	- 2,6	- 19,4	- 11,4	- 73,1
Transport ferroviaire	82,6	4,5	6,0	4,1	- 1,4	- 16,9	- 8,4	- 72,5
Trains à grande vitesse	61,9	3,3	5,6	4,6	- 1,7	- 16,3	- 6,7	- 73,5
Trains interurbains (hors trains à grande vitesse)	5,5	0,2	- 1,3	- 0,3	- 3,7	- 23,5	- 33,4	- 72,4
Trains sous convention Conseils régionaux de province	15,3	1,0	10,9	4,0	1,0	- 16,9	- 7,1	- 68,4
Trafic aérien France entière (PAX)	179,3	0,0	4,4	1,4	- 0,9	0,7	- 18,7	- 100,0
Trafic intérieur	34,1	0,0	2,9	0,3	- 0,9	0,1	- 16,5	- 100,0
Métropole intérieur	26,8	0,1	2,1	0,0	- 1,2	- 0,2	- 17,3	- 98,0
dont liaisons radiales (PARIS-PROVINCE)	16,3	0,0	- 0,3	0,0	- 1,1	- 1,8	- 17,1	- 99,9
dont liaisons transversales (PROVINCE-PROVINCE)	10,5	0,1	6,2	0,0	- 1,3	2,3	- 17,7	- 95,3
Trafic international	145,2	0,0	4,7	1,7	- 0,9	0,9	- 19,3	- 100,0
Métropole-international	142,5	0,0	4,7	1,8	- 0,9	0,9	- 19,3	- 100,0
dont au départ de PARIS	86,8	0,0	2,9	2,0	- 2,8	- 0,1	- 18,7	- 100,0
dont au départ de la province	55,7	0,1	7,6	1,7	2,1	2,5	- 20,2	- 99,1

(4) Sources : SDES, OPF ; RATP ; SNCF ; ADP ; DGAC / unités : milliards de voyageurs-km ou millions de passagers pour l'aérien.

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

Autres séries statistiques des transports

Données et évolutions CVS-CJO sauf mention contraire, signalée par un astérisque et/ou par la couleur bleu soutenu	Niveaux		Évolutions (en %)					
	2019	2020	2019	Trimestrielles (T / T-1)				
		T2		2019		2020		
				T2	T3	T4	T1	T2
Automobiles (5)								
Immatriculations neuves	2200	288	0,9	- 2,0	8,8	- 4,6	- 32,2	- 23,0
Moteurs à essence	1392	183	7,3	- 0,1	8,8	- 5,1	- 36,7	- 17,3
Moteurs diesel	749	80	- 10,2	- 9,8	8,8	- 1,6	- 36,2	- 33,4
Marques françaises	1025	139	0,7	- 1,3	3,5	0,2	- 28,9	- 24,9
Marques étrangères	1157	151	1,6	- 2,1	2,2	2,7	- 39,7	- 15,4
Livraisons de carburants (6)								
Essence	8,4	1,2	5,1	- 1,6	2,1	1,2	- 5,0	- 38,7
Gazole	32,9	5,3	- 2,4	- 0,8	- 1,0	0,7	- 8,5	- 29,1
Circulation routière (7)								
Indice du réseau routier national	4,9	0,7	1,2	0,5	0,4	1,4	- 12,5	- 39,5
Trafic du réseau routier national concédé	96,8	11,6	2,1	1,4	0,9	2,7	- 13,5	- 45,9
Entreprises du transport-entrepasage (8)								
Créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	30488	4784	10,7	- 6,2	- 3,8	10,1	- 13,1	- 30,3
Défaillances d'entreprises	2131	194	4,0	1,7	- 14,6	18,2	- 27,2	- 52,3
La production marchande (9) (*)								
Indice de production de services (Insee) - Transports et entrepo	1 315,1	240,1	2,2	0,2	0,5	- 1,5	- 6,7	- 21,1
Indice de chiffre d'affaires en valeur - Transports et entreposage	1 407,5	263,9	4,5	0,9	0,9	- 0,5	- 6,4	- 20,1
Véhicules utilitaires (10)								
Immatriculations de poids lourds neufs	56,3	8,2	- 1,1	10,1	- 25,5	- 1,2	- 11,3	- 24,0
Immatriculation de véhicules utilitaires légers neufs	476,7	74,1	3,6	- 0,4	- 1,6	- 1,5	- 26,5	- 13,7
Immatriculations de poids lourds d'occasion	50,4	9,2	5,1	- 7,9	2,2	- 0,5	- 12,8	- 15,3
Immatriculation de véhicules utilitaires légers d'occasion	809,7	146,4	4,0	0,5	1,7	1,7	- 11,1	- 20,4
Autobus et autocars neufs	6,7	1,0	9,4	18,7	- 14,8	13,2	- 10,8	- 34,5

(*) Évolutions annuelles en données brutes.

(5) Source : SDES / unité : milliers.

(6) Source : CPDP / unité : millions de tonnes.

(7) Sources : Cerema / indice base 1 en 2001 ; Asfa / unité : milliards de véhicules km.

(8) Sources : Insee ; SDES.

(9) Sources : SDES / base 100 en 2000 ; Insee / base 100 en 2015 / Niveaux annuels en moyenne annuelle.

(10) Source : SDES / unité : milliers.

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

Indice d'activité des services de transport

Pondération		Niveaux		Evolutions					
		2019	2020-T2	2019	2019-T2	2019-T3	2019-T4	2020-T1	2020-T2
257,0	Transport de marchandises	99,8	77,4	2,8	2,0	0,1	-5,0	-6,4	-14,3
232,8	Transport terrestre de marchandises	102,1	78,8	3,1	2,3	-0,7	-4,7	-4,7	-16,2
	dont terrestre national	102,2	78,8	3,6	1,5	0,5	-3,8	-4,8	-17,1
	dont terrestre international	101,1	78,7	-1,5	9,6	-10,4	-13,2	-3,7	-7,1
	49.41 Transport routier intérieur (compte d'autrui)	94,6	-	4,9	0,2	1,5	-3,1	-	-
	dont routier national	97,0	-	5,2	0,4	1,6	-3,0	-	-
	dont routier international	60,2	-	-2,2	-4,2	-1,8	-7,2	-	-
	49.20 Transport ferroviaire de marchandises	101,3	81,8	-1,3	2,6	-4,7	-21,8	4,1	-5,0
	dont ferroviaire national	84,2	67,1	-0,5	-0,6	-0,5	-23,0	7,3	-9,3
	dont ferroviaire international	156,4	129,2	-2,8	8,3	-11,5	-19,6	-1,6	3,1
	50.40 Transport fluvial de marchandises	92,1	78,4	10,1	4,4	-3,8	0,9	-13,4	-1,5
	dont fluvial national	91,5	82,1	10,9	-0,5	1,0	4,4	-16,7	3,8
	dont fluvial international	92,9	72,0	10,2	13,0	-11,1	-5,3	-7,1	-10,6
13,1	49.50 Transport par oléoducs	56,9	35,6	-1,8	-9,4	15,3	-15,6	8,9	-37,8
11,1	51.21 Transport de marchandises par les compagnies aériennes françaises	93,2	90,6	-1,2	-0,6	-2,9	4,1	-12,7	9,8
334,0	Transport de voyageurs	121,6	46,0	3,6	0,4	0,0	-4,1	-10,1	-56,6
189,0	49.3 Transport routier de voyageurs et réseaux urbains	123,2	71,7	2,9	-1,0	0,8	-2,0	-7,5	-36,2
	49.31 Transports urbains et suburbains de voyageurs secteur	130,0	93,1	2,3	-2,3	2,5	-0,2	-3,7	-26,0
	49.31 Voyageurs trains sous convention STIF	107,6	21,5	1,5	0,3	-2,6	-19,4	-11,4	-73,1
	49.32 Transports de voyageurs par taxis	156,3	85,7	5,8	2,1	2,2	2,3	-10,2	-41,0
	49.39 Autres transports terrestres de voyageurs n.c.a	109,3	62,8	3,0	-1,1	-1,0	2,4	-11,0	-36,1
59,1	49.10 Transport ferroviaire de voyageurs (hors Île-de-France)	110,4	24,3	6,2	4,1	-1,4	-16,9	-8,4	-72,5
3,3	50.10 Transport maritime de voyageurs	89,8	13,0	-4,0	-5,6	0,4	-0,8	-20,5	-81,5
82,5	51.10 Transport de voyageurs par les compagnies aériennes françaises	127,0	4,1	3,9	1,3	-0,8	-0,6	-16,5	-96,1
409,0	Services auxiliaires de transport	121,2	96,7	2,9	0,6	1,4	-1,9	-6,3	-14,3
58,9	52.10 Entreposage et stockage	133,4	128,7	4,4	5,1	4,6	-2,1	-0,2	-5,2
13,1	52.24 Services de manutention	118,1	106,9	2,2	4,0	-1,0	-2,2	-2,5	-6,0
179,6	52.29 Messagerie, fret express, Affrètement et organisation des transports	119,1	107,9	1,5	-1,6	0,8	-2,9	-2,1	-5,4
126,8	52.21 Services auxiliaires des transports terrestres	117,6	80,1	4,4	1,2	1,4	-0,8	-13,4	-21,6
6,1	52.22 Services auxiliaires des transports maritimes	100,8	83,6	-2,9	-3,0	-0,8	-3,5	-5,4	-8,9
24,5	52.23 Services auxiliaires des transports aériens	132,5	22,3	3,4	1,4	-1,0	0,0	-16,9	-79,7
1 000,0	Ensemble transport	115,8	74,8	3,1	0,8	0,6	-3,4	-7,6	-28,6

Note : l'indice d'activité des services de transport (IAST) succède à l'indice de production des services de transport (IPST). Cet indice est en base 100 au deuxième trimestre 2010.

À la différence de l'IPST, l'IAST est totalement cohérent avec les autres tableaux de la conjoncture des transports, exception faite des différences de champ.

L'indice d'activité des services de transport (IAST) répond comme l'IPST à un double besoin pour l'analyse conjoncturelle :

- apprécier et comparer entre elles, trimestre après trimestre, les évolutions du volume des différents types de services de transports et l'évolution de l'ensemble des transports ;
- apprécier l'évolution de ces services de transport dans leur ensemble (branche « transport ») au regard des grands indicateurs macroéconomiques et des comptes nationaux trimestriels.

Champ : l'indice couvre l'ensemble des services de transports pour compte d'autrui réalisés par les entreprises résidentes (i.e. les activités marchandes uniquement ; est exclu le compte propre). L'IAST recouvre le champ des divisions 49 à 52 de la nomenclature d'activité française NAF rev. 2, à l'exception des transports spatiaux et du transport maritime de marchandises (en raison du secret statistique). Les activités de poste et de courrier ne sont pas couvertes non plus.

Source : SDES

L'activité du secteur des transports chute au deuxième trimestre 2020

Emploi salarié par secteur d'activité

Données CVS ; niveaux en milliers en fin de trimestre

	Niveau	Évolutions T/T-1 (en %)				
	2020	2019			2020	
	T2	T2	T3	T4	T1	T2
Transports et entreposage (hors intérim) - (HZ)	1 396,0	0,1	0,3	0,3	-0,7	-1,3
49. Transports terrestres et transports par conduites	797,3	0,2	0,5	0,5	-0,6	-0,9
Transport ferroviaire (49.1, 49.2)	152,8	-0,4	-0,5	-0,4	-0,4	-0,8
Autres transports terrestres de voyageurs (49.3)	242,5	0,2	0,8	0,6	-1,5	-2,6
<i>dont Transport urbain de voyageurs (49.31Z, 49.32Z)</i>	129,8	0,3	0,9	0,7	-1,5	-1,5
<i>dont Transport routier de voyageurs (49.39A, 49.39B)</i>	98,6	0,3	0,5	0,3	-0,9	-4,5
Transport routier de fret et par conduites (49.4, 49.5)	402,0	0,4	0,8	0,8	-0,2	0,1
<i>dont Transports routiers de fret (49.41A, 49.41B, 49.41C, 49.42Z)</i>	397,0	0,4	0,8	0,8	-0,1	0,1
50. Transports par eau	16,4	1,4	-0,7	1,7	1,5	-7,8
51. Transports aériens	60,6	0,7	0,1	-0,4	-1,1	-2,9
52. Entreposage et services auxiliaires des transports	298,5	0,4	0,6	0,6	-0,3	-1,3
Manutention, entreposage (52.1, 52.24)	125,1	0,2	0,9	0,7	0,3	-0,4
Services auxiliaires (52.21Z, 52.22Z, 52.23Z)	62,9	0,1	0,2	0,0	-0,6	-3,7
Organisation du transport de fret (52.29A, 52.29B)	110,5	0,6	0,6	0,8	-0,7	-0,8
53. Activités de poste et de courrier	223,2	-0,6	-1,0	-0,7	-1,4	-1,8
<i>Intérim utilisé dans "Transports et entreposage" (HZ)</i>	83,8	2,8	0,2	6,5	-38,1	28,7
Transports et entreposage y.c. intérim	1 479,8	0,3	0,3	0,7	-3,3	0,0
Ensemble secteur privé	19 097,5	0,2	0,2	0,5	-2,5	-0,8
<i>dont intérim utilisé</i>	577,9	-0,4	-0,3	-0,3	-40,4	23,0

Champ : France (hors Mayotte).

Sources : SDES à partir de Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee ; SNCF

MÉTHODOLOGIE

Sources

Parmi les sources spécifiques au transport, cette publication utilise l'enquête sur le transport routier de marchandises (TRM), l'enquête messagerie, l'enquête auprès des opérateurs de transport ferroviaire, les indices de prix du fret, réalisés par le service des données et études statistiques (SDES), ainsi que des données produites par plusieurs directions du ministère de la Transition écologique (DGAC, DGITM) et différents acteurs des transports (opérateurs ferroviaires (OPF), RATP, Air France, ADP, VNF...). Sont aussi mobilisées, sur le champ des transports, les données produites par l'Insee (enquête de conjoncture dans les services, indices de chiffres d'affaires des entreprises des secteurs des transports...), la Dares, Pôle emploi et l'Acoss (pour le marché du travail), la Banque de France (défaillances).

Méthode

Sauf mention contraire, les évolutions des données sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

La correction des variations saisonnières et des jours ouvrables

Bien souvent, les séries reflétant une activité socio-économique sont sensibles aux saisons. La série corrigée des variations saisonnières (CVS), construite à partir de la série initiale dite « série brute », permet de neutraliser l'effet habituel des saisons pour mieux faire ressortir à la fois les tendances de fond et les évolutions exceptionnelles. Contrairement au « glissement annuel » où, pour éliminer la saisonnalité, on compare un trimestre avec le même trimestre de l'année précédente, la série CVS permet de comparer directement chaque trimestre avec le trimestre précédent. Cela lui confère deux avantages par rapport au glissement annuel. D'une part, l'interprétation d'un trimestre ne dépend que du passé récent et non d'événements survenus jusqu'à un an auparavant.

D'autre part, on détecte tout de suite les retournements et on mesure correctement les nouvelles tendances sans retard, contrairement au glissement annuel qui ne repère les changements de tendance que six mois plus tard. La série corrigée des jours ouvrables (CJO) permet de neutraliser l'impact des nombres inégaux de jours ouvrables d'un trimestre à l'autre, de la même façon que la série CVS neutralise l'impact des différentes saisons. La combinaison des CVS et des CJO permet de fournir une information sur l'évolution instantanée des phénomènes économiques, abstraction faite des phénomènes calendaires explicables habituels.

La nouvelle valeur de la série brute est intégrée chaque trimestre dans le calcul des profils saisonniers historiques. Les coefficients saisonniers sont donc réestimés chaque trimestre, ce qui peut faire réviser très légèrement la série CVS. La structure des modèles de désaisonnalisation est validée une fois par an. Il en va de même pour la correction des jours ouvrables. La correction des variations saisonnières et des jours ouvrables est faite au niveau le plus fin des séries par famille.

Diffusion

Des séries longues sont disponibles dans le *Bulletin trimestriel statistique des transports* sur le site du SDES : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr, rubrique Transports/Conjoncture.

Carlo COLUSSI, SDES
François DUBUJET, SDES
Serge LAMBREY, SDES
François RAGEAU, SDES

Directrice de publication : Béatrice Sédillot

Dépôt légal : octobre 2020

ISSN : 2557-8510 (en ligne)

Commissariat général au développement durable

Service des données et études statistiques

Sous-direction des statistiques des transports

Tour Séquoia - 92055 La Défense cedex

Courriel : diffusion.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr